



CUMUNICATU DI STAMPA

Mercuri u 05 di dicembre di u 2018

FEMU A CORSICA

Pour diffusion immédiate.

Venue du Premier Ministre Edouard Philippe les 10 et 11 décembre 2018.

Lors de sa première Assemblée Générale Ordinaire le 02-12-18, ayant réuni plus de 1200 militantes et militants, et à l'orée de la visite du Premier Ministre en Corse, FEMU A CORSICA a pris une résolution donnant mandat à son Secrétaire National et à l'Exécutif du Parti.

Cette résolution vise la création de conditions d'une large concertation, avec au premier chef ses partenaires de PER A CORSICA, et d'autre part les Groupes politiques, et les forces économiques et sociales de l'île. Ceci afin de réaliser une mobilisation autour de :

- La nécessité d'un gel des prix du carburant ;
- La mise en place d'une conférence sociale afin de déterminer les causes du niveau élevé de ces prix en Corse et les solutions les plus efficaces pour aboutir à une baisse corrélée à la fiscalité ;
- La mise en œuvre d'un statut fiscal et social adapté, pour répondre aux contraintes de l'insularité pesant sur les entreprises et à la précarité grandissante en Corse.

Rappelons ici, que ces mesures essentielles pour la vie économique et sociale de notre pays, ont été largement votées par l'Assemblée de Corse.

Depuis notre Assemblée Générale, et devant l'évidence et l'ampleur de la crise, suite aux incidents des Champs-Élysées, le Premier Ministre a annoncé un moratoire de 6 mois sur la fiscalité du carburant, ainsi que sur la hausse du prix de l'électricité.

Il a annoncé également qu'« un grand débat sur les impôts et la dépense publique » se tiendrait dans ce laps de temps. Cette annonce ne suffit pas. Elle est nettement en dessous des enjeux du moment.

Elle n'endigera pas la crise nourrie de fractures sociales et territoriales profondes, accentuées par la condescendance aigüe du pouvoir central dans ses décisions budgétaires, fiscales et institutionnelles vis-à-vis des corps intermédiaires et des territoires.

Cette annonce convient d'autant moins dans le cas de la Corse qui revendique, légitimement, et démocratiquement, des mesures fiscales et sociales adaptées à sa situation et correspondant à sa spécificité.

De surcroît, alors que le peuple corse et ses élus attendent des réponses de la part du Gouvernement, tant au niveau de la méthode (par un vrai dialogue et une vraie co-construction avec les élus légitimes de la Corse), tant que sur le fond des sujets qui se posent entre Paris et l'île ; le Premier Ministre lors de sa venue sur deux jours dans l'île choisit de ne pas se rendre à la Collectivité de Corse, et de relativiser, voire mépriser, le Conseil Exécutif et l'Assemblée de Corse.

Cette attitude est une faute politique grave et ne doit plus être acceptée.

Face à cet état de fait, l'heure est à la mobilisation démocratique et déterminée.

Nous allons nous y atteler, et appelons tous les corses à participer à toutes les mobilisations à venir.

Exécutif Femu a Corsica,

Jean-Félix Acquaviva, Secrétaire National,